

## **Joseph Kokou KOFFIGOH**

*Avocat à la Cour,  
Ancien Bâtonnier*

### **Communiqué**

Nous soussigné, Joseph Kokou KOFFIGOH, Avocat à la Cour,  
demeurant et domicilié à Lomé,

Agissant au nom et pour le compte de :

1. Madame Jeannette KOUDOU,  
de nationalité ivoirienne, en exil,
2. Monsieur Laurent OTTRO,  
de nationalité ivoirienne en exil,
3. Monsieur Bertin KADET,  
de nationalité ivoirienne, en exil
- 4- Docteur Hervé Brice ABIE,  
de nationalité ivoirienne en exil,

Les requérants ayant tous élu domicile au cabinet du conseil  
soussigné, à Lomé Togo Quartier Hédzranawoé, BP : 671, Cel :  
(228) 90 04 01 58, e.mail : jkkoffigoh@yahoo.fr

Rendons public leur démenti ci-après face aux allégations de  
complot contre la sureté de l'état de Côte d'Ivoire, telles que  
formulées le 12 juin 2012 sur les antennes de la RTI, par le  
Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur Monsieur Hamed  
BAKAYOKO.

## ***Démenti des parents du président GBAGBO suite aux allégations de complot***

« Le 12 Juin 2012 sur les antennes de la Radio Diffusion Télévision Ivoirienne, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Ivoirien, M. Hamed BAKAYOKO, annonce à la Nation, la découverte d'un complot visant à renverser le régime de OUATTARA.

Ce complot selon les informations du Ministre, serait fomenté par les proches du Président GBAGBO.

### **1-Les faits:**

Suite à l'arrestation de M. OUSMANE SY Savané, journaliste au quotidien "Le Temps", et à la perquisition faite dans ses bureaux, un document de réflexion portant sur la restauration de l'image du Président LAURENT GBAGBO ternie par un vaste complot international aurait été trouvé dans la mémoire de son ordinateur.

Dans ce document des personnes ressources ont été proposées pour animer des activités en vue de la restauration de cette image déformée.

C'est cette note rédigée dans la période de mai à juin 2011, c'est-à-dire deux mois après l'arrestation du Président Laurent GBAGBO donc depuis un an -, qui sera présentée par le Ministre de l'Intérieur comme la trame d'une conspiration.

Il est à préciser que les personnes comme Jeannette KOUDOU, Laurent OTTRO, Bertin KADET et Dr Hervé Brice ABIE dont les noms figurent dans ce document n'étaient pas informées de son existence.

En outre, dans son interview télévisée de 52 minutes, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, Hamed BAKAYOKO, utilise abondamment l'image de la mère du Président Laurent GBAGBO pour jouer sur les émotions de son public.

Tels sont les faits.

2- Les parents du Président Laurent GBAGBO s'indignent des propos calomnieux du Ministre Hamed BAKAYOKO et du Gouvernement ivoirien qui ne fait rien pour mettre un terme aux mensonges, aux accusations et arrestations arbitraires, aux persécutions, tueries, vols et viols des Ivoiriens, y compris la chasse aux réfugiés.

En effet depuis l'arrestation du Président GBAGBO par les Forces Françaises le 11 Avril 2011 et sa remise aux forces rebelles d'Alassane OUATTARA consacrant ainsi le coup d'état de OUATTARA et ses Alliés, la famille toute entière de Laurent GBAGBO avec en tête la mère (88 ans) vit en exil.

M. Hamed BAKAYOKO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ne s'est point indigné quand sa troupe de rebelles déversés dans la Côte d'Ivoire, a mis à sac des centaines de maisons avant de les détruire.

Ces actions de pillage ont visé principalement tous les proches du Président GBAGBO, notamment, sa famille, les responsables du Front populaire ivoirien (FPI), son parti politique et tous les responsables de la Majorité Présidentielle (LMP).

Les parents ont trouvé leur salut dans la fuite vers l'exil. Malgré cet exil, la nouvelle administration ivoirienne, dans son œuvre de persécution, les poursuit en gelant leurs avoirs, en dépit des règles élémentaires des droits humains, pour les humilier, et les amener à l'asphyxie.

Si le Gouvernement de Côte d'Ivoire parvenu au pouvoir par un coup d'état conduit par la France de SARKOZY, n'a rien d'autre à proposer aux Ivoiriens que la chasse à l'homme, qu'il laisse la paix aux parents du Président Laurent GBAGBO notamment à sa mère suffisamment éprouvée par tant de méchancetés.

La concorde nationale, le retour à un régime démocratique apaisé en Côte d'Ivoire passent par la libération du Président Laurent GBAGBO et de tous les prisonniers politiques, la fin de l'exil pour de nombreux Ivoiriens réfugiés dans les pays ouest-africains, le déblocage de leurs avoirs et de leurs biens, enfin par une justice équitable, c'est-à-dire une justice qui ne soit pas seulement en faveur des "vainqueurs" de la guerre.

Enfin la Côte d'Ivoire qui assure la présidence de la CEDEAO, se doit de respecter les droits des réfugiés dans l'espace sous régional et arrêter de les harceler, en violation des dispositions pertinentes des instruments juridiques régionaux et internationaux »

Fait en exil le 03 juillet 2012

En conséquence, le conseil soussigné notifie le présent démenti à la presse et à qui de droit et se réserve le droit légitime d'agir par les voies légales, y compris des poursuites judiciaires contre les auteurs et les complices de ces diffamations dont le seul objectif est de perpétuer les traitements cruels et inhumains dont ils accablent les parents et les proches du Président Laurent GBAGBO.

Fait à Lomé le 03 juillet 2012

Joseph Kokou KOFFIGOH